

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 23/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/01/2023

Contexte et constats

Publié sur 

APR2

Villages d'entreprises
ZI - RN 13
78270 Bonnières-sur-Seine

Code AIOT : 0006509756

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2023 dans l'établissement APR2 implanté Village d'Entreprise Z.I. RN 13 78270 Bonnières-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 09/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- APR2
- Village d'Entreprise Z.I. RN 13 78270 Bonnières-sur-Seine
- Code AIOT : 0006509756
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société APR2 est implanté au sein du "village d'entreprise" de Bonnières-sur-Seine. Elle possède une autorisation d'exploiter un centre de démontage de produits électriques et électroniques en fin de vie délivrée par arrêté préfectoral du 10 janvier 2005. Les rubriques ICPE exploitées par APR2 sont : 2791-1(A), 3510 (A), 3550 (A), 2714-2 (D) et 2711-2 (DC)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de l'inspection du 20 juillet 2022;
- conformité au BREF WT;
- prévention des pollutions aqueuses.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Systèmes de détection et extinction automatiques	Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 7.3.2	Non-conformité 20220720 – NC2	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Modification et cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 1.6.1 et 1.6.2	Non-conformité 20220720 – NC3	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 4.3.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Arrêt d'Urgence	Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 7.1.3	Non-conformité 20220720 – NC1	Sans objet
4	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 7.5.4	Non-conformité 20220720 – NC4	Sans objet
5	Exploitation des installations d'entreposage internes de déchets	Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 5.1.5	Non-conformité 20220720 – NC5	Sans objet
6	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 7.4.1 et 7.5.3	Non-conformité 20220720 – NC6	Sans objet
7	Eclairage artificiel et chauffage des locaux	AP de Mise en Demeure du 12/09/2022, article 1	Mise en demeure 20220720 – MED1	Sans objet
9	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 4.3.7 et 4.3.10	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	conformité BREF WT	Règlement européen du 17/12/2019, article MTD 5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection portait sur les suites de la précédente inspection du 20 juillet 2022 et sur de nouvelles prescriptions prévues dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle.

Sur sept prescriptions contrôlées le 20 juillet 2022, et vérifiées au cours de l'inspection du 26 janvier 2023, deux d'entre elles ont conduit l'équipe d'inspection à maintenir les non-conformités prononcées à l'été 2022.

L'équipe d'inspection propose notamment de lever la mise en demeure prononcée à l'issue de l'inspection du 20 juillet 2022 au regard des constats faits lors de l'inspection du 26 janvier 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Arrêt d'Urgence

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 7.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le dispositif d'arrêt d'urgence de l'alimentation en énergie de l'ensemble des appareils, sera manœuvrable à partir d'un endroit accessible en permanence et signalé, pour permettre l'intervention des services de secours et de lutte contre l'incendie.
Constats : L'exploitant présente à l'équipe d'inspection le dispositif SMQ-INS-281-01. Ce dernier renseigne la procédure à mettre en place en cas de nécessité de coupure électrique. Les éléments rédigés permettent bien d'identifier la localisation des différents boutons d'arrêt d'urgence. L'exploitant précise à l'équipe d'inspection son intention de réaliser des simulations d'arrêt d'urgence dans le cadre des procédures incendie. Le personnel sera formé (à raison de 2 à 3 personnes par bâtiment) à cette procédure au cours de l'année 2023. Une version papier sera également disponible dans les bureaux de chacun des chefs d'atelier. L'exploitant communique par courriel du 15 février 2023, à l'équipe d'inspection, le rapport de vérification des installations électriques réalisée par la société SOCOTEC. Ce rapport, dont la mission a été réalisée du 8 au 9 février 2023, et de référence : N° du rapport 984Q0/23/2323, témoigne d'un état fonctionnel des différents boutons d'arrêt d'urgence.
Non-conformité 20220720 – NC1 : La non-conformité prononcée à la suite de la visite d'inspection du 20 juillet 2022 est levée .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Systèmes de détection et extinction automatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 7.1.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. Les zones devant disposer de système de détection et d'extinction automatiques sont à minima celles mentionnées dans le rapport d'études des scénarios d'accident d'un atelier de défabrication de DEEE annexé au dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Ces zones sont situées dans la partie Nord des halls O-Q-R-G-F et E. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.
Constats : A l'issue de la visite d'inspection du 20 juillet 2022 il a été demandé à l'exploitant de communiquer à l'équipe d'inspection un porter à connaissance (PAC) intégrant une étude technico-économique ainsi que des éléments justifiants que le système de détection incendie VESDA apporte le même niveau de protection que le système de sprinklage défaillant. L'exploitant présente à l'équipe d'inspection un devis concernant la remise en place du système de sprinklage. Le montant du devis s'élève à 570 000 €. Il est précisé à l'équipe d'inspection qu'au regard du déménagement proche de la société (prévu au cours de l'année 2024 sur la commune de Freuneuse) une dépense de la sorte ne peut être assumée par la société APR2. L'équipe d'inspection ne possède cependant pas d'éléments techniques sur l'équivalence, en matière de sécurité, du système VESDA vis-à-vis du système sprinklage. Le dossier PAC reste à communiquer à l'équipe d'inspection.
Non-conformité 20220720 – NC2 : Au regard des constats faits par l'équipe d'inspection, la non-conformité prononcée à la suite de la visite d'inspection du 20 juillet 2022 est maintenue . Ces éléments seront renseignés dans le PAC intégrant également les éléments propres aux activités de broyage de disques durs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Modification et cessation d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 1.6.1 et 1.6.2
Thème(s) : Situation administrative, Modification activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation. Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R.512-33 du Code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.
Constats : A l'issue de l'inspection du 20 juillet 2022 il a été constaté, bien qu'à l'arrêt, la présence d'un broyeur et de son groupe électrogène associé, destinés à des activités de broyage de disques durs. L'équipe d'inspection n'ayant pas été informée de cette nouvelle activité a demandé à la société APR2, conformément à l'article 1.6.1 et 1.6.2 de l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2012, de lui communiquer un PAC à ce sujet. Il avait également été demandé à l'exploitant de ne pas remettre en marche ledit broyeur. L'équipe d'inspection constate que le broyeur est bien mis hors service. Néanmoins, le PAC n'a toujours pas été communiqué à l'équipe d'inspection. L'exploitant explique ce retard dû à un départ de personnel en charge de l'avancée de ce dossier en fin d'année 2022 et précise sa volonté de transmettre le dossier PAC au cours du mois d'avril 2023.
Non-conformité 20220720 – NC3 : Au regard des constats faits par l'équipe d'inspection, la non-conformité prononcée à la suite de la visite d'inspection du 20 juillet 2022 est maintenue .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 7.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ; - l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; - l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ; - les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides), - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc., - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
Constats : Au cours de la visite d'inspection du 20 juillet 2022 l'équipe d'inspection avait constaté la présence de personnel fumeur à proximité d'équipement sous pression transportables. Il y avait été constaté l'absence de zone fumeur sur le site. L'équipe d'inspection avait demandé à l'exploitant d'interdire la zone stockant des équipements sous pression aux fumeurs et de mettre en place des zones fumeur ne présentant aucun risque industriel. L'équipe d'inspection constate la mise en place de panneaux relatifs à l'interdiction de fumer au niveau du hangar contenant les appareils sous pression transportables. Une zone fumeur a bien été déployée à l'extérieur des bâtiments. Cette dernière est localisée sous l'entrée des locaux administratifs (escalier en colimaçon) et ne semble plus présenter de risques. L'exploitant précise qu'une communication a été faite auprès du personnel par l'intermédiaire d'un « flash info » présent dans les fiches de paie des employés du mois de septembre 2022.
Non-conformité 20220720 – NC4 : Au regard des constats faits par l'équipe d'inspection, la non-conformité prononcée à la suite de la visite d'inspection du 20 juillet 2022 est levée .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Exploitation des installations d'entreposage internes de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 5.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets réceptionnés et produits, entreposés dans les bâtiments ou à l'extérieur, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.
Constats : L'équipe d'inspection, lors de la visite d'inspection du 20 juillet 2022, avait constaté la présence de déchets de métaux disposés à même le sol et hors dalle de béton étanche. Ces métaux étaient localisés à proximité des bennes de stockage de 30 m ³ disposées en extérieur proche de l'entrée du site. L'équipe d'inspection constate lors de la visite d'inspection du 26 janvier 2022 la suppression de l'intégralité des métaux précédemment stockés sur le sol. L'équipe d'inspection ne constate pas la présence d'autres stockages de déchets que ceux autorisés pour la société APR2 (stockage en benne et dans les différents hangars présents sur le site).
Non-conformité 20220720 – NC5 : Au regard des constats faits par l'équipe d'inspection, la non-conformité prononcée à la suite de la visite d'inspection du 20 juillet 2022 est levée .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 7.4.1 et 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Le volume de confinement est supérieur à 1089 m ³ . Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.
Constats : Au cours de l'inspection du 20 juillet 2022 l'exploitant n'a pas été en capacité de fournir les justificatifs des contrôles réalisés sur les systèmes mobiles « Thomas » dédié au confinement des eaux d'extinctions. Il avait été demandé à l'exploitant de faire réaliser ces contrôles et de les communiquer à l'équipe d'inspection. L'exploitant présente à l'équipe d'inspection le devis (REF Z634/1222) émis par la société « Mateca environnement » le 14 décembre 2022 faisant suite au rapport d'intervention (REF Z336/Août 2022) rédigé par ladite société le 15 septembre 2022. L'équipe d'inspection constate, à la lecture du rapport d'intervention (REF Z336/Août 2022), que quatre des cinq barrières de rétention des eaux d'extinction sont considérées comme hors-service. L'équipe d'inspection rappelle à l'exploitant que ces contrôles doivent se faire à des fréquences régulières définies par ses soins. Ces contrôles doivent être renseignés dans un registre et consultable à tout moment par l'Inspection des installations classées. L'exploitant informe l'équipe d'inspection par courriel du 15 février 2023, sur la base d'une attestation de commande envoyée à la société « MATECA environnement » le 30 janvier 2023, d'une intervention prévue sur ces systèmes de rétention des eaux d'extinction au cours du mois d'avril 2023. Non-conformité 20220720 – NC6 : Au regard des constats faits par l'équipe d'inspection, la non-conformité prononcée à la suite de la visite d'inspection du 20 juillet 2022 est maintenue .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Eclairage artificiel et chauffage des locaux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/09/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes sont éloignés des produits stockés afin d'éviter leur échauffement. Des méthodes indirectes et sûres telles que le chauffage à eau chaude, à la vapeur ou à air chaud dont la source se situera en dehors des zones de stockage. L'utilisation de convecteurs électriques, de poêles, de réchauds ou d'appareils de chauffage à flamme nue est à proscrire. Dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud sont entièrement réalisées en matériaux incombustibles. Le chauffage électrique par résistance non protégée est autorisé dans les locaux administratifs ou sociaux séparés des "zones de stockage"</p>
<p>Constats : L'équipe d'inspection constate la suppression des chauffages portatifs connectés à des équipements sous pression transportables.</p> <p>Les chauffages sont présents dans le hangar mais ne sont plus branchés. Ils sont stockés sur palette. Les bouteilles de gaz sont quant à elles stockées de manière sécurisée (attachées) au niveau de la zone prévue à cet effet.</p> <p>Mise en demeure 20220720 – MED1 : Au regard des constats faits par l'équipe d'inspection, la mise en demeure prononcée à l'issue de l'inspection du 20 juillet 2022 est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 4.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants : — les eaux vannes et les eaux usées de lavabo, toilettes. (EU); — les eaux pluviales de voirie susceptible d'être polluées (Epp); — les eaux pluviales de toiture non polluées (Epnnp).</p>
<p>Constats : L'exploitant n'est pas en capacité de communiquer à l'équipe d'inspection des éléments permettant de distinguer les différentes catégories d'effluents visés à l'article 4.3.1 de l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2012.</p> <p>Non-conformité 20230126 – NC1 : L'équipe d'inspection demande à l'exploitant de lui communiquer les plans de son installation permettant de distinguer clairement les différentes catégories d'effluents aqueux mentionnés à l'article 4.3.1 de l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2012.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Rejets aqueux																							
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2012, article 4.3.7 et 4.3.10																							
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions																							
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet																							
<p>Prescription contrôlée : les effluents rejetés doivent être exempts : - de matières flottantes, - de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes, - de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages. </p> <p>Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : - Température inférieure ou égale 30 °C - pH: compris entre 5,5 et 8,5 - Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l</p> <p>Article 4.3.10</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Paramètres</th><th>Concentrations instantanées (mg/l)</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>MES</td><td>30</td></tr> <tr> <td>DCO</td><td>50</td></tr> <tr> <td>DBO5</td><td>30</td></tr> <tr> <td>Hydrocarbures totaux</td><td>5</td></tr> <tr> <td>Indice phénols</td><td>0,3</td></tr> <tr> <td>Chrome hexavalent</td><td>0,1</td></tr> <tr> <td>Cyanures totaux</td><td>0,1</td></tr> <tr> <td>AOX</td><td>5</td></tr> <tr> <td>arsenic</td><td>0,1</td></tr> <tr> <td>Métaux totaux</td><td>15</td></tr> </tbody> </table> <p>Une mesure des concentrations des différents polluants susvisés doit être effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement selon les méthodes de référence précisées dans l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de références. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. En cas d'impossibilité d'obtenir un tel échantillon, une évaluation des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée. Une mesure du débit est également réalisée ou estimée à partir des consommations, si celui-ci est supérieur à 10 m³/j.</p> <p>Les polluants visés au point présent qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent point. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation. Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau. Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : L'exploitant n'était pas en mesure de présenter le rapport de contrôle le jour de la visite</p>		Paramètres	Concentrations instantanées (mg/l)	MES	30	DCO	50	DBO5	30	Hydrocarbures totaux	5	Indice phénols	0,3	Chrome hexavalent	0,1	Cyanures totaux	0,1	AOX	5	arsenic	0,1	Métaux totaux	15
Paramètres	Concentrations instantanées (mg/l)																						
MES	30																						
DCO	50																						
DBO5	30																						
Hydrocarbures totaux	5																						
Indice phénols	0,3																						
Chrome hexavalent	0,1																						
Cyanures totaux	0,1																						
AOX	5																						
arsenic	0,1																						
Métaux totaux	15																						

d'inspection.

Il a cependant communiqué à l'équipe d'inspection, par courriel en date du 15 février 2023, les résultats du contrôle des rejets d'eaux pluviales du site.

Ce rapport, rédigé par la société Kalité'O (ref N° RP22100301-rev 0) en date 10 novembre 2022, ne témoigne pas de dépassement des valeurs limites d'émissions autorisées aux articles 4.3.7 et 4.3.10 de l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2012.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Règlement européen du 17/12/2019, article MTD 5
Thème(s) : Risques accidentels, Procédure de manutention et de transfert des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Afin de réduire le risque environnemental associé à la manutention et au transfert des déchets, la MTD consiste à établir et à mettre en œuvre des procédures de manutention et de transfert.</p> <p>Les procédures de manutention et de transfert sont destinées à garantir la manutention des déchets et leur transfert en toute sécurité vers les différentes unités de stockage ou de traitement. Elles comprennent les éléments suivants : - les opérations de manutention et de transfert des déchets sont exécutées par un personnel compétent, - les opérations de manutention et de transfert des déchets sont dûment décrites, validées avant exécution et vérifiées après exécution, - des mesures sont prises pour éviter, détecter et atténuer les déversements accidentels, - des précautions en rapport avec le fonctionnement et la conception de l'unité sont prises lors de l'assemblage ou du mélange des déchets (par exemple, aspiration des déchets pulvérulents). Les procédures de manutention et de transfert sont fondées sur les risques et prennent en considération la probabilité de survenue d'accidents et d'incidents et les incidences possibles sur l'environnement.</p> <p>Constats : L'exploitant présente les documents et informations suivantes à l'équipe d'inspection :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. procédure de gestion d'une situation d'urgence de déversement d'un produit chimique (ref LOG-INS-135-01) ; 2. protocole de sécurité chargement et déchargement (ref LOG – FOR- 140 -02) ; 3. processus de production (ref PRO-PCS-268-01) ; 4. processus de démantèlement des déchets (ref PRO- ENR- 327-01) ; 5. processus de gestion en cas de casse d'un écran cathodique (SMQ-INS-242-02) ; 6. processus de gestion en cas de fuite/déversement de produits chimiques (ref SMQ-INS-241-01) ; 7. informations du personnel aux risques chimiques (ref RHU-INS-090-01) ; 8. instructions de sécurité (procédure incendie) (ref RHU-INS-105-01) ; 9. planning des exercices de simulation de situation d'urgence 2022 (ref RHU-ENR-239-01). L'ensemble des situations d'urgences ont fait l'objet d'exercices au cours de l'année 2022 (incendie de véhicule, chute de palettes d'écrans, déversement/fuites de produits chimiques, rupture d'un tube néon) ; 10. Le tableau des situations d'urgence (ref RHU-ENR-239-01) comprends les informations suivantes : situation d'urgence, moyen de prévention, moyen de réaction, test (nature et périodicité) et personne à contacter (interne et externe) ; 11. le planning des formations 2022 ainsi que les feuilles d'émargement associées (ref RHU-ENR-239-01). <p>L'équipe d'inspection rappelle à l'exploitant la nécessité de formaliser les conclusions des exercices et tests réalisés. En effet, et à ce stade, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'équipe d'inspection les différents rapports bilans de ces exercices.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet